

PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE
DIRECTION
DE LA COORDINATION
INTERMINISTÉRIELLE

MISSION AGRICULTURE,
ENVIRONNEMENT
ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

REFERENCE A RAPPELER

N° : 021055
DATE : 27 JUIN 2002

LE PREFET DE LA DORDOGNE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code minier ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, les décrets n° 80-331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU le décret 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de ladite loi ;

VU le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1995 autorisant la SA Carrières de Thiviers domiciliée 24800 Thiviers à exploiter une carrière à ciel ouvert de grés métamorphique sur le territoire de la commune de Thiviers aux lieux-dits " Planeau, La Rigaudie" ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1995 autorisant la SA Carrières de Thiviers domiciliée 24800 Thiviers à exploiter une installation de broyage et de concassage de minéraux naturels sur le territoire de la commune de Thiviers aux lieux-dits " Planeau, La Rigaudie" ;

VU la demande d'extension et de renouvellement d'autorisation d'exploiter présentée le 28 juin 2001, complétée le 4 octobre 2001 par monsieur le président directeur général de la SA Carrières de Thiviers ;

VU le courrier en date du 10 avril 2002 par lequel la SA Carrières de Thiviers renonce à l'exploitation des parcelles cadastrées section BL sous les n° 69 D, 70 A et B ;

VU l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 21 mai 2002 ;

VU l'avis émis par la commission départementale des carrières dans sa réunion du **17 JUIN 2002**

VU l'avis du directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment la présence de clôtures, de panneaux et d'une bande non exploitable de 10 mètres en bordure du périmètre autorisé et de 50 mètres en bordure des parcelles sur lesquelles se trouve l'habitation d'un tiers, la rétention des stockages d'hydrocarbures et la présence d'une aire étanche pour le ravitaillement des engins sont de nature à assurer la prévention et la maîtrise des risques et des dangers ;

CONSIDERANT que la mise en circuit fermé des eaux de lavage, la récupération des eaux de ruissellement et leur traitement éviteront le rejet dans le milieu naturel d'eau éventuellement polluée ;

CONSIDERANT que les mesures de bruit, de vibrations et de retombées de poussières imposées à l'exploitant permettront de s'assurer du respect de ses obligations afin de protéger l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant justifie de ses capacités technique et financières pour mener à bien l'exploitation ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et notamment la limitation de la profondeur et de la superficie en cours d'exploitation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-2 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1 er

La SA Carrières de Thiviers, domiciliée à "Planeau", 24800 Thiviers est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de grés métamorphique, une installation de broyage et de concassage de minéraux naturels, un atelier de réparation de véhicules à moteur et un dépôt de liquides inflammables sur le territoire de la commune de Thiviers aux lieux-dits " Planeau, La Rigaudie".

Ces activités sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Désignation de l'activité	Capacité	N° de rubrique	Régime
Exploitation de carrière	Production moyenne : 1 000 000 tonnes/an	2510.1	Autorisation
Station de broyage, concassage, criblage de minéraux	2 000 kW	2515.1	Autorisation
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules à moteur	600 m ²	2930.b	Déclaration
Dépôt de liquides inflammables de la 2 ^{ème} catégorie	15 m ³ équivalant	1432.2	Déclaration

Article 2

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, ainsi qu'un plan de phasage des travaux et un plan de remise en état du site, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées dans section BK sous les n° 43, 44, 46, 47, 49, 51 à 53, 55 à 68, 69 à 96, 98 à 105, 119, 121, 123, 124, 126, 131, 133, 134, dans la section BL sous les n° 57 (partie), 65, 68, 69 C, 70 C, 71 à 75, 77, 88 à 93, 95, 98, 100 à 103, 118, 120, 123, 124, 126, 128, 130, 132 et dans la section BI sous le n°176.

La surface globale approximative s'élève à 72 ha 91 a 23 ca.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 30 000 000 tonnes.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 1 200 000 tonnes, le tonnage moyen de 1 000 000 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Les travaux d'extraction des matériaux doivent être arrêtés 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 3

L'autorisation délivrée vaut pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

Article 4

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté ;
- aux dispositions du code minier et des textes pris pour son application relatives à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement.

AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

Article 5

5.1. L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Des panneaux A14 doivent être placés aux endroits appropriés.

5.2. Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant en caractères apparents, l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.3. Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

5.4. Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place en périphérie de cette zone.

5.5. Un système de nettoyage des roues des véhicules doit être mis en place avant leur accès sur la voirie publique.

Article 6

L'exploitant doit indiquer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, conformément aux dispositions du règlement général des industries extractives, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux, le nom de l'organisme extérieur de prévention choisi ainsi que celui chargé des mesures d'empoussièrage.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 7

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le défrichage ne doit pas avoir lieu pendant la période de nidification des oiseaux.

Article 8

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Article 9

9.1. La puissance exploitée ne doit pas dépasser 103 mètres.

Une épaisseur minimum de 10 mètres doit être laissée au-dessus du niveau statique de la nappe.

La profondeur d'exploitation est limitée à la côte minimale NGF de 151.

9.2. Méthode d'exploitation

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en 6 phases sur le secteur de Planeau et en 6 phases sur le secteur de La Rigaudie comme décrites dans le dossier du pétitionnaire.

L'exploitation doit se dérouler par paliers de 15 mètres de haut séparés par des banquettes de 15 mètres de large et selon le mode d'exploitation décrite aux pages 12 à 18 de la 2^{ème} partie du dossier du pétitionnaire.

Dans tous les cas, les gradins doivent avoir une inclinaison de 8 à 12 °.

Les matériaux de découverte doivent être stockés en merlons en particulier lorsque l'exploitation se rapproche des habitations et sur les parties Nord et Sud-Ouest du site. Ces merlons doivent être végétalisés et plantés d'arbres d'essences locales. Ils doivent être utilisés pour les opérations de remise en état qui doivent s'effectuer à la fin de l'extraction.

9.3. Une distance minimum de sécurité de 3 mètres doit être respectée de part et d'autre de la ligne HTA.

Les engins qui passeront sous la ligne HTA doivent avoir une hauteur inférieure de 1 mètre par rapport à la hauteur des fils conducteurs.

Toutes précautions doivent être prises lors des tirs de mines pour ne pas abîmer l'ouvrage.

SECURITE DU PUBLIC

Article 10

10.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

10.2. L'accès des zones d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

10.3. Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses doivent signaler la présence de la carrière.

Article 11

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité. Toutefois l'exploitation doit être arrêtée à une distance de 50 mètres des propriétés sur lesquelles se trouve une habitation occupée par des tiers.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille ou du front de taille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

Article 12

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille,
- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 13

13.1. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

13.2. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les voies de circulation publiques doivent être débarrassées de tous gravats ou boue qui ont pu être déposés par les véhicules accédant ou provenant de la carrière.

13.3. Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

13.4. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

13.5. Rejet des eaux.

13.5.1. Le rejet d'eau de lavage ou de ruissellement dans le milieu naturel est interdit

13.5.2. Les eau de lavage doivent être décantées et renvoyées dans le process.

13.5.3. Les eaux de ruissellement doivent être canalisées vers des points bas puis après décantation pour la plus grande partie être introduite dans le circuit de lavage des matériaux. Le surplus peut être rejeté dans la retenue amont. Un compteur volumétrique doit être installé sur le point de rejet et doit être relevé toutes les semaines. Les relevés doivent être inscrit sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

13.5.4. Les eaux vannes des sanitaires et les eaux des cantines doivent être traitées selon les règlements locaux en vigueur.

13.6. Prélèvement d'eau.

Le prélèvement d'eau dans la retenue amont établie sur le ruisseau "La Filolie" doit être limité au strict nécessaire pour compléter les besoins en eau de lavage des matériaux, d'aspersion des pistes et des parties des installations pouvant émettre des poussières.

Le système de prélèvement doit être équipé de clapets anti-retour afin d'éviter le déversement dans le milieu naturel d'eau susceptible d'être polluée. Il doit être également équipé d'un compteur volumétrique. Ce compteur doit être relevé toutes les semaines et les relevés doivent être inscrits sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

13.7. Contrôles et analyses

Des analyses d'eau portant sur les paramètres suivants :

- pH (NF T 90 008),
- MES (NF EN 872),
- DCO (NF T 90 101),
- DBO₅ (NF T 90 103),
- Hydrocarbures (NF T 90 114)

doivent être pratiquées deux fois par an sur les points suivants :

- amont de retenue d'eau du ruisseau "La Filolie",
- point de rejet des eaux de ruissellement avant leur déversement dans la retenue amont,
- après le rejet de station d'épuration de la commune de Thiviers,
- ruisseau "La Filolie" avant son rejet dans le ruisseau "la Gane",
- amont et aval du ruisseau "La Gane" avec le confluent avec le ruisseau "La Filolie".

Les résultats de ces analyses doivent être communiqués immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

13.8. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits. Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et installations, etc) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs); les déchets banals (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères; les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

Les déchets produits par l'établissement doivent faire l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant doit ouvrir un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- l'origine, la composition, le code nomenclature, la quantité,
- le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, la date de l'enlèvement,

- la destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets doivent être annexés au registre prévu ci-dessus et conservés pendant 3 ans. Ils doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

13.9. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

En particulier, les pistes doivent être arrosées aussi fréquemment de nécessaire et tous les points de l'installation susceptibles d'émettre des poussières doivent être pourvus d'un système de pulvérisation permettant d'éviter l'envol de ces poussières. Avant leur départ de la carrière, le chargement des camions et des wagons doit être arrosé afin d'éviter l'envol des poussières durant le transport.

Des mesures de retombée de poussières doivent être effectuées en 6 points choisis en accord avec l'inspection des installations classées selon la périodicité suivante :

- 1 période de mesure minimum de 15 jours tous les 2 mois d'octobre à mars,
- 1 période de mesure de 15 jours minimum par mois d'avril à septembre.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

13.10. L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

13.10.1. Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de zone autorisée sont les suivants :

Point de mesure	Position	Niveaux limites en dB(A)	
		Période diurne	Période nocturne
Point 1	Côté Sud-Ouest	50	35
Point 2	Côté Sud-Est	52	51
Point 3	Côté Sud-Est	50	47
Point 4	Côté Est	44	37

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures,	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures
supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Le travail les dimanches et jours fériés n'est pas autorisé à l'exception des opérations d'entretien.

En chacun des points de contrôle, l'appréciation des effets du bruit perçus dans l'environnement doit être faite par comparaison du niveau de réception par rapport au niveau limite défini ci-dessus ou au niveau initial déterminé dans les formes prévues au paragraphe 2.3. de l'arrêté du 20 août 1985.

13.10.2. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

13.10.3. Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué un an après la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

13.10.4. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Un réseau de mesures des vibrations doit être mis en place. L'exploitant doit effectuer à chaque tir, suivant les trois axes des mesures dans les constructions avoisinantes.

Dans le cas où les vitesses particulières pondérées d'un tir seraient supérieures à celles prévues à l'article 13.10.4 ci-dessus, l'exploitant adressera à l'inspecteur des installations classées un rapport comportant l'analyse des causes de cet écart ainsi que les mesures correctrices à apporter.

Les résultats des mesures de vibration doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, ainsi que les règles techniques qui y sont annexées, lui sont applicables.

Toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire, telle que définie dans la circulaire du 23 juillet 1986, ne doit être effectuée que par un organisme agréé.

13.11. Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

REMISE EN ETAT

Article 14

14.1. La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.

La remise en état doit comporter les mesures suivantes :

- les extractions doivent être aménagées chacune sous forme de plan d'eau dont le point haut fera office de déversoir (côte 195 NGF) par l'intermédiaire d'un fossé vers le ruisseau "La Gane",
- le ruisseau "La Filolie" doit être rétabli sous forme d'écoulement à ciel ouvert à l'exception d'une longueur de 50 mètres en partie aval passant sous le merlon au Nord du site,
- les matériaux de découverte doivent être mis en fond d'exploitation ainsi que sur les paliers supérieurs restant hors d'eau,
- un merlon de 2 à 2,5 mètres de haut de morphologie douce, habillé de plantations arborescentes et arbustives locales associé à une clôture robuste doit être implanté autour des plans d'eau,
- la partie Nord du site doit faire l'objet d'un réaménagement paysager progressif en cours d'exploitation basé sur une végétalisation du stockage définitif de matériaux de découverte par plantation en rideaux brise-vue associée à une recolonisation naturelle,
- l'ensemble des surfaces des installations doit faire l'objet d'un nettoyage général basé sur l'enlèvement de l'ensemble du matériel mobile affecté à l'exploitation. un ensemencement de graminées doit être réalisé à l'emplacement des anciennes aires de stockage de matériaux,
- hormis les stockages définitifs et réaménagés de matériaux de découverte en partie Nord du site, les stockages divers de matériaux doivent être enlevés et utilisés dans le cadre de la remise en état des zones d'extraction,
- les anciens bassins de décantation ainsi doivent être remblayés,
- la retenue amont du ruisseau "La Filolie" doit être supprimée,
- les locaux où bâtiments fixes peuvent être conservés en fonction de l'utilisation ultérieure des terrains par les propriétaires.

14.2. La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation (ou six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation).

L'exploitant doit adresser au préfet un dossier comprenant :

- la date prévue d'arrêt de l'exploitation et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total,

- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

Article 15

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L.516.1 de la loi du Code de l'Environnement dans les conditions suivantes.

15.1 Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement tel que défini aux articles 9 et 14 du présent arrêté d'autorisation, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

- première période d'exploitation et réaménagement (de la date de publication du présent arrêté à 5 ans après cette date) : **764 989,17 EUROS,**
- deuxième période d'exploitation et réaménagement (de 5 ans après la date de publication du présent arrêté à 10 ans après cette date) : **791 515,30 EUROS,**
- troisième période d'exploitation et réaménagement (de 10 ans après la date de publication du présent arrêté à 15 ans après cette date) : **791 515,30 EUROS,**
- quatrième période d'exploitation et réaménagement (de 15 ans après la date de publication du présent arrêté à 20 ans après cette date) : **764 684,27 EUROS,**
- cinquième période d'exploitation et réaménagement (de 20 ans après la date de publication du présent arrêté à 25 ans après cette date) : **719 864,26 EUROS,**
- sixième période d'exploitation et réaménagement (de 25 ans après la date de publication du présent arrêté à 30 ans après cette date) : **707 668,34 EUROS.**

Le document attestant la constitution des garanties financières doit indiquer dans son article 2 que le montant maximum du cautionnement est de **764 989,17 EUROS.**

15.2 En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

15.3 Une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

15.4 Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document conforme à l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

15.5 Le montant des garanties financières fixé à l'article 15.1 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice correspondant à la date de signature de la présente autorisation.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 15.1 ci-dessus,
- augmentation de cet indice supérieure à 15 % pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées à l'article 15.4. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 15.9 ci-dessous.

15.6 Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières figurant à l'article 15.1 ci-dessus, et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au chiffre figurant à l'article 15.1, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

15.7 Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

15.8 Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L.514.1 du Code de l'Environnement a été exécutoire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

15.9 L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 15.4 ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514.1.I.3 1 du Code de l'Environnement.

15.10 Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constituée, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L.514.11 du Code de l'Environnement.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16

16.1. L'exploitant doit en liaison avec la direction régionale des affaires culturelles, service régional de l'archéologie, procéder à une évaluation de l'état initial des vestiges conservés dans le sol. Des tranchées doivent être réalisées à cet effet, sous le contrôle du S.R.A. en fonction d'un calendrier de travaux à établir préalablement et tenant compte du phasage éventuel.

En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée du 27 septembre 1941 portant Règlement des fouilles archéologiques, avertir monsieur le conservateur régional de l'archéologie à Bordeaux afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

En particulier, l'exploitant doit :

- signaler immédiatement toute découverte : construction, fosses, sépultures, etc...
- cesser tous travaux aux environs immédiats de la découverte,
- conserver les objets retirés et les tenir à la disposition du service régional de l'archéologie,
- autoriser les visites des représentants mandatés de ce service et permettre les prélèvements scientifiques.

16.2. Prévention des risques

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

L'établissement doit être pourvu de moyens d'intervention et de secours appropriés aux risques.

Ces moyens et les modes d'intervention doivent être déterminés en accord avec l'inspecteur des installations classées et les services départementaux d'incendie et de secours.

Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.

Les résultats de ces contrôles doivent être consignés sur un registre.

Un règlement général de sécurité fixant le comportement à observer dans l'établissement et traitant en particulier des conditions de circulation à l'intérieur de l'établissement, des précautions à observer en ce qui concerne les feux nus, le port du matériel de protection individuelle et de la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident doit être remis à tous les membres du personnel ainsi qu'aux personnes admises à travailler dans l'établissement.

Il doit être affiché ostensiblement à l'intérieur de l'établissement.

Des consignes générales de sécurité visant à assurer la sécurité des personnes et la protection des installations, à prévenir les accidents et à en limiter les conséquences sont tenues à la disposition du personnel intéressé dans les ou emplacements concernés.

Elles doivent spécifier les principes généraux de sécurité à suivre concernant :

- les modes opératoires,
- le matériel de protection collectif ou individuel et son utilisation,
- les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incendie.

Elles doivent énumérer les opérations ou manœuvres qui ne peuvent être exécutées qu'avec une autorisation spéciale.

Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'au moins une fois par an à la mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours.

Les dates et les thèmes de ces exercices ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu doivent être consignés sur un registre.

16.3. Installations électriques

Les installations doivent être réalisées selon les règles de l'art. elles doivent être maintenues en bon état. Elles doivent être périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables aux installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître.

16.4. Appareils à pression

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret du 2 avril 1926 modifié sur les appareils à vapeur et du décret du 18 janvier 1943 modifié sur les appareils à pression de gaz.

16.5. Incidents et accidents

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement ou du voisinage ou la qualité des eaux doit être consigné sur un registre.

L'exploitant doit déclarer sans délai à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.55.1 du Code de l'Environnement.

Tous les ans, l'exploitant doit adresser à l'inspecteur des installations classées un rapport reprenant et commentant, si nécessaire, les indications portées sur le registre spécial en application des conditions ci-dessus.

Article 17

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 18

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de 3 ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant 2 années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 19

L'inobservation des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement et le décret du 21 septembre 1977 susvisés, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du code minier (article 28, 41 et 42 de la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 susvisée).

Article 20 : délai et voie de recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif :

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 6 mois à dater de sa notification,
- par les tiers dans le délai de 6 mois à dater de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation.

Article 21

Le présent arrêté sera notifié à la SA Carrières de Thiviers.

Une copie sera déposée à la mairie de Thiviers et pourra y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Thiviers pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 22

M. le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne

M. le maire de la commune de Thiviers

M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Aquitaine à Bordeaux

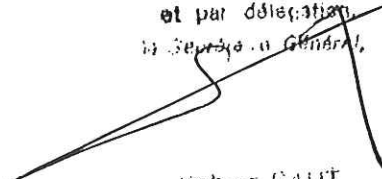
M. l'inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le **27 JUIN 2002**

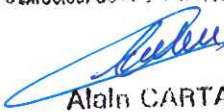
Le préfet

**Pour le Préfet
et par délégation,
M. Georges GONNET.**



ROBERT SAUT

Pour amplification
Pour le Préfet et par délégation,
Directeur de la Préfecture de la Dordogne



ALAIN CARTAILLER



ANNEXES A L'ARRETE

N° 021055

DU 27 JUIN 2002

ANNEXE I : PLANS

Plan d'ensemble

Plan de phasage

ANNEXE II : PLAN DE REMISE EN ETAT

ANNEXE III : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURE ET DE CONTROLE
--

Mesures de bruit

Mesures de vibrations

Analyses d'eau

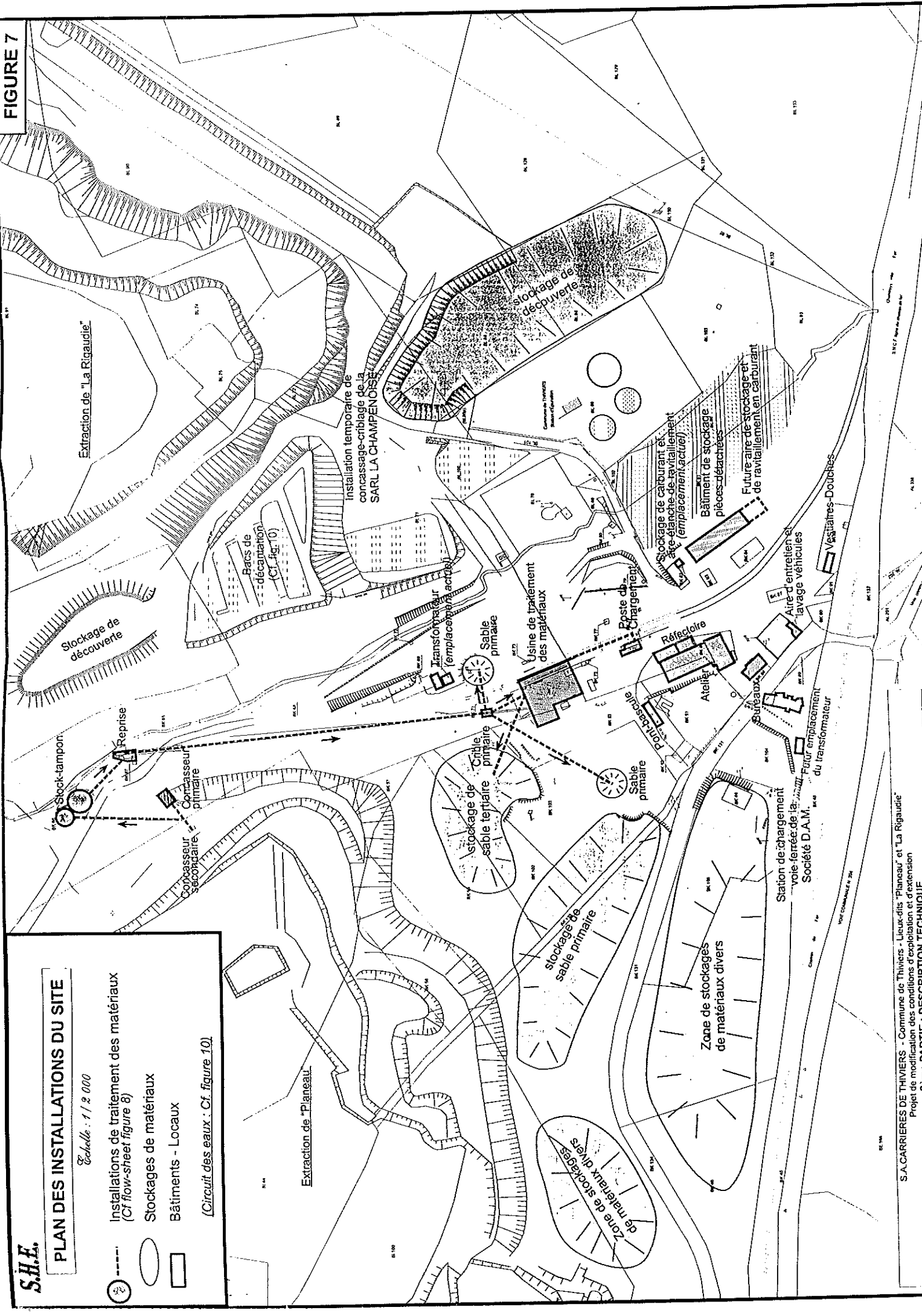
ANNEXE IV : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DES CONTROLES

Société : SA Carrières de Thiviers

FREQUEUNCE DES CONTROLES

Désignation	Contrôles périodiques (par l'exploitant)	Contrôles par un laboratoire agréé	OBSERVATIONS
Bruit WS\F "		Lors de la 1 ^{ère} année d'exploitation puis tous les 3 ans	
Vibrations	A chaque tir		
Eau		2 fois par an	
Retombées de poussières		1 mesure tous les 2 mois d'octobre à mars 1 mesure par mois d'avril à septembre	

FIGURE 7



S.H.E.

PLAN DES INSTALLATIONS DU SITE

Echelle : 1 / 2 000

Installations de traitement des matériaux
(Cf flow-sheet figure 8)

Stockages de matériaux

Bâtiments - Locaux

(Circuit des eaux : Cf. figure 10)

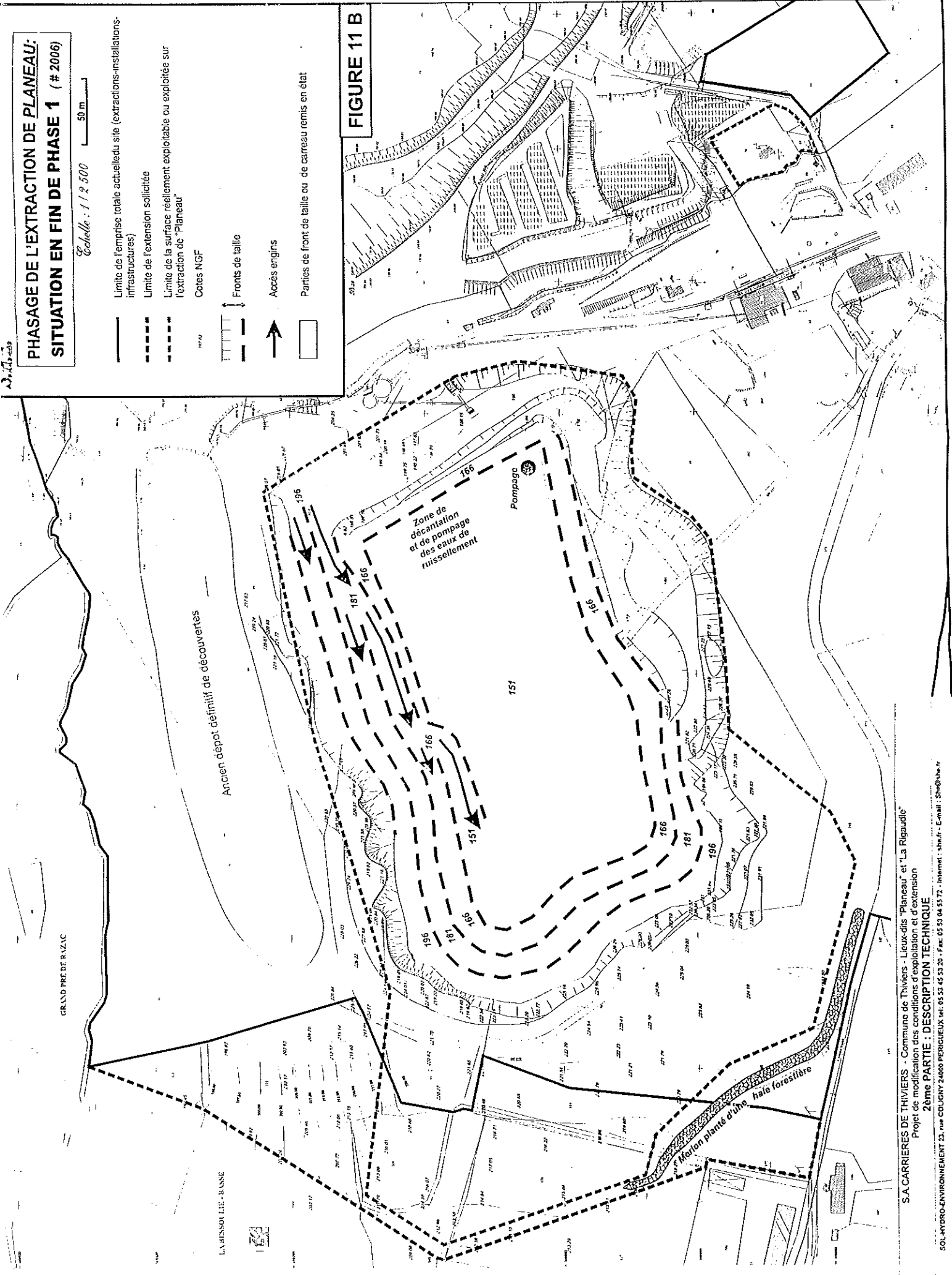
**PHASAGE DE L'EXTRACTION DE PLANEAU:
SITUATION EN FIN DE PHASE 1 (# 2006)**

Echelle : 1 / 2 500

50 m

- Limite de l'emprise totale actualisée du site (extractions-installations-
infrastructures)
- - - Limite de l'extension sollicitée
- - - Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée sur
l'extraction de "Planeau"
- 107.60 Cotes NGF
- Fronts de taille
- ↑ Accès engins
- ▭ Parties de front de taille ou de carreau remis en état

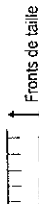
FIGURE 11 B



**PHASAGE DE L'EXTRACTION DE PLANEAU:
SITUATION EN FIN DE PHASE 2 (# 2011)**

Échelle : 1 / 2 500

- Limite de l'emprise totale actualisée site (extractions-installations-
infrastructures)
- - - Limite de l'extension sollicitée
- - - Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée sur
l'extraction de "Planeau"
- 199.62 Cotes NGF

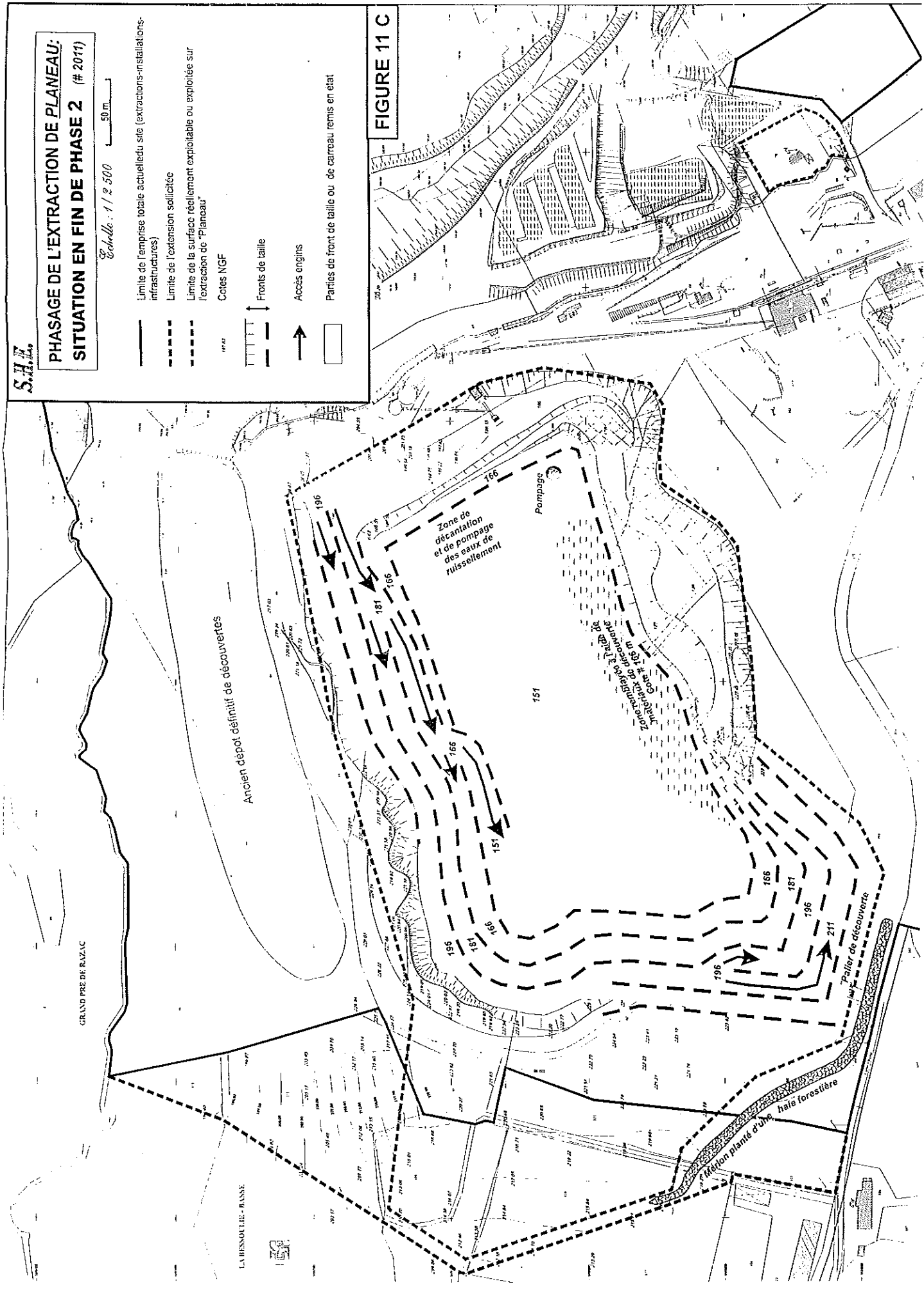


Accès engins

Parties de front de taille ou de carreau remis en état



FIGURE 11 C



GRAND PIRE DE RAVAZ

Ancien dépôt définitif de découvertes

Zone de décanation et de pompage des eaux de ruissellement

Pompage

Zone de décanation et de pompage des eaux de ruissellement

Pailier de découverte

Miroirs plantés d'une haie forestière

LA RESOULIE - BASE



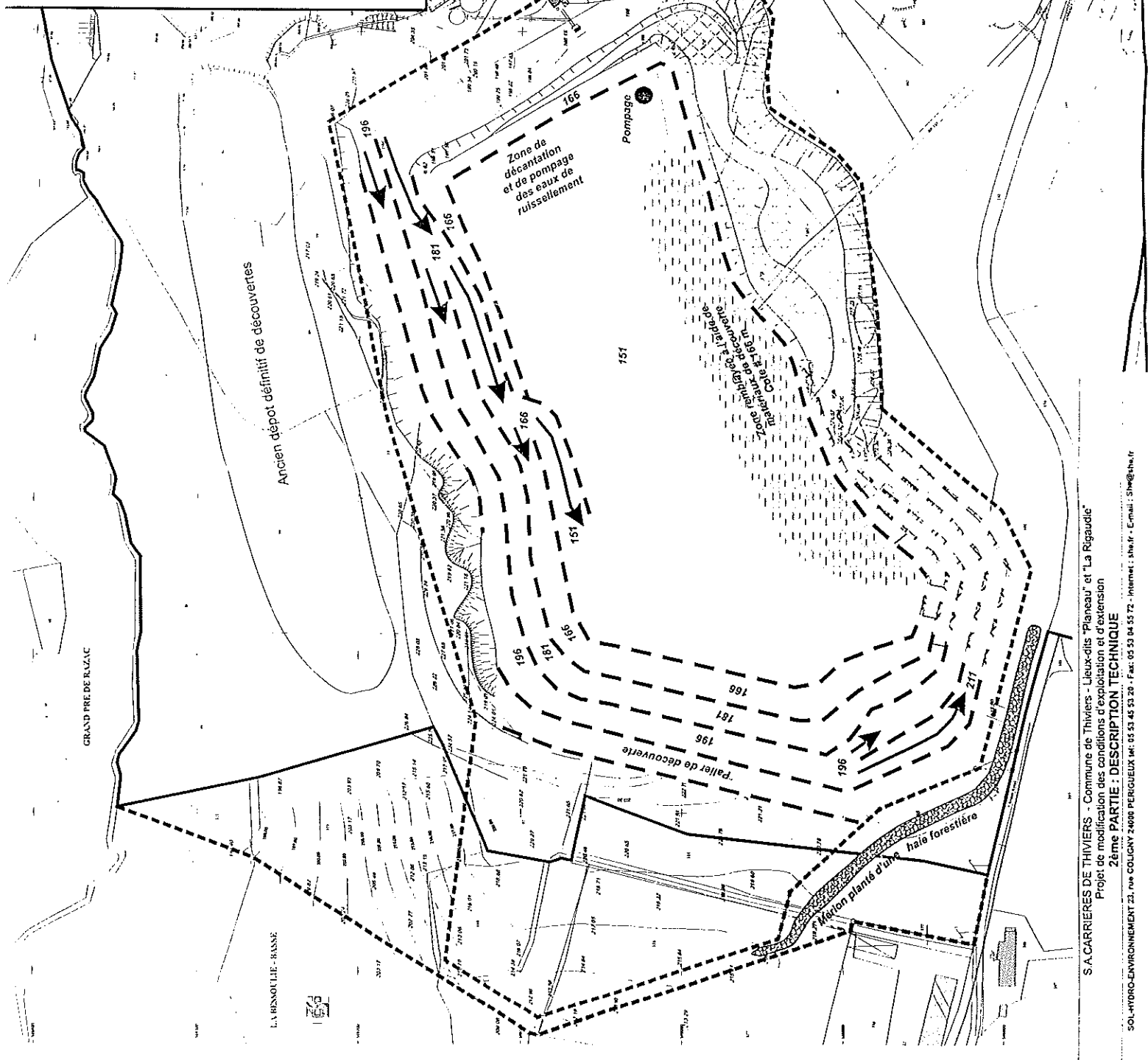
PHASAGE DE L'EXTRACTION DE PLANEAU: SITUATION EN FIN DE PHASE 3 (# 2016.)

Echelle : 1 / 2 500

50 m

- Limite de l'emprise totale actuelle du site (extractions-installations-infrastructures)
- - - Limite de l'extension sollicitée
- - - Limite de la surface réélement exploitable ou exploitée sur l'extraction de "Planeau"
- NGF Cotes
- Fronts de taille
- Accès engins
- Parties de front de taille ou de carreau remis en état

FIGURE 11 D



**PHASAGE DE L'EXTRACTION DE PLANEAU:
SITUATION EN FIN DE PHASE 5 (# 2026.)**

Echelle: 1 / 2 500

50 m

Limite de l'emprise totale actuelle/leu site (extractions, installations, infrastructures)

Limite de l'extension sollicitée

Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée sur l'extraction de "Planeau"

Cotes NGF

Fronts de taille

Accès engins

Parties de front de taille ou de carreau remis en état

FIGURE 11F



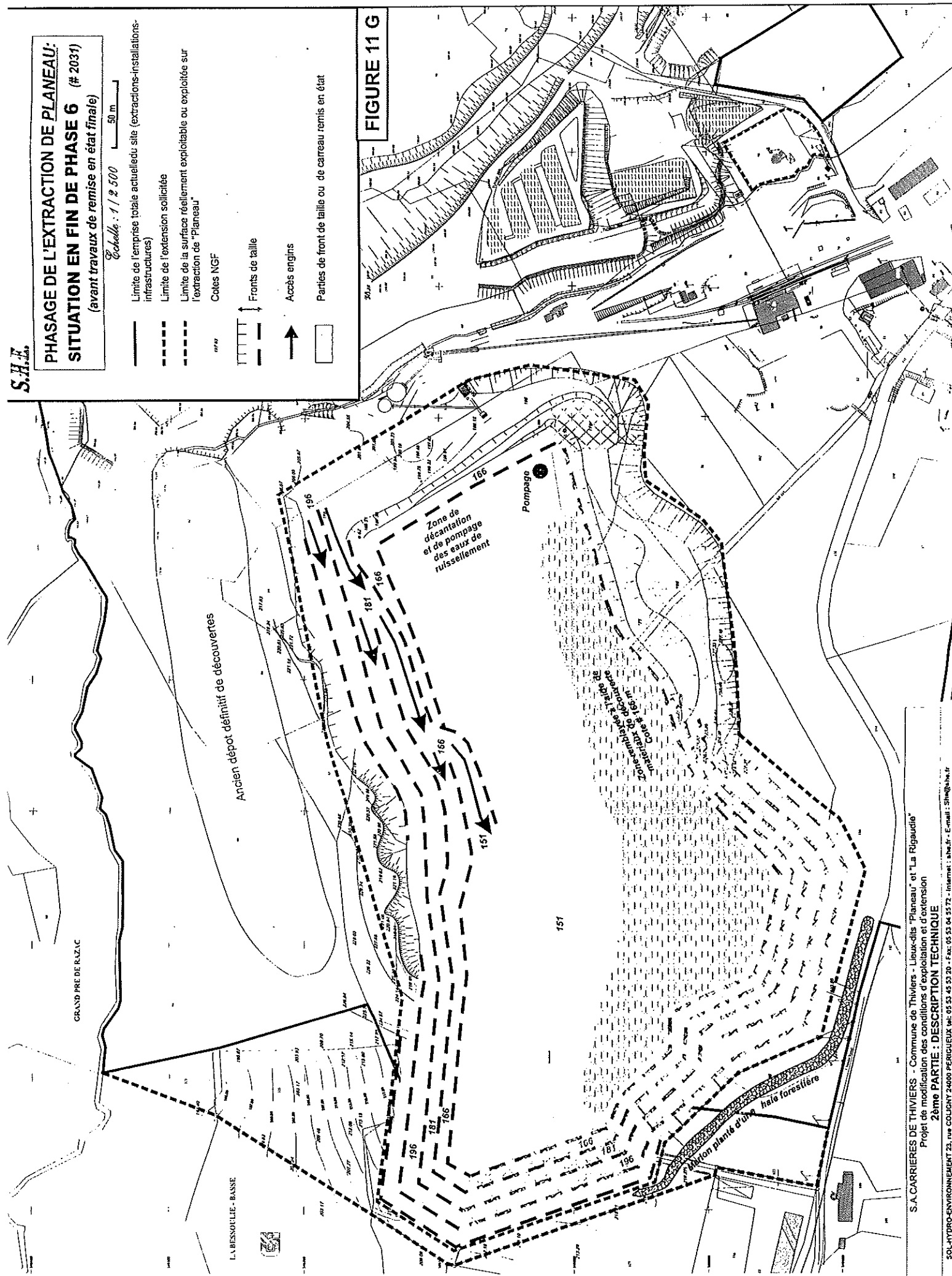
**PHASAGE DE L'EXTRACTION DE PLANEAU:
SITUATION EN FIN DE PHASE 6 (# 2031)**
(avant travaux de remise en état finale)

Echelle : 1 / 2 500

50 m

- Limite de l'emprise totale actualisée du site (extractions-installations-infrastructures)
- - - Limite de l'extension sollicitée
- - - Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée sur l'extraction de "Planeau"
- NGF Coles NGF
- ↑ Fronts de taille
- ↑ Accès engins
- ▭ Parties de front de taille ou de carreau remis en état

FIGURE 11 G



S.A.E.

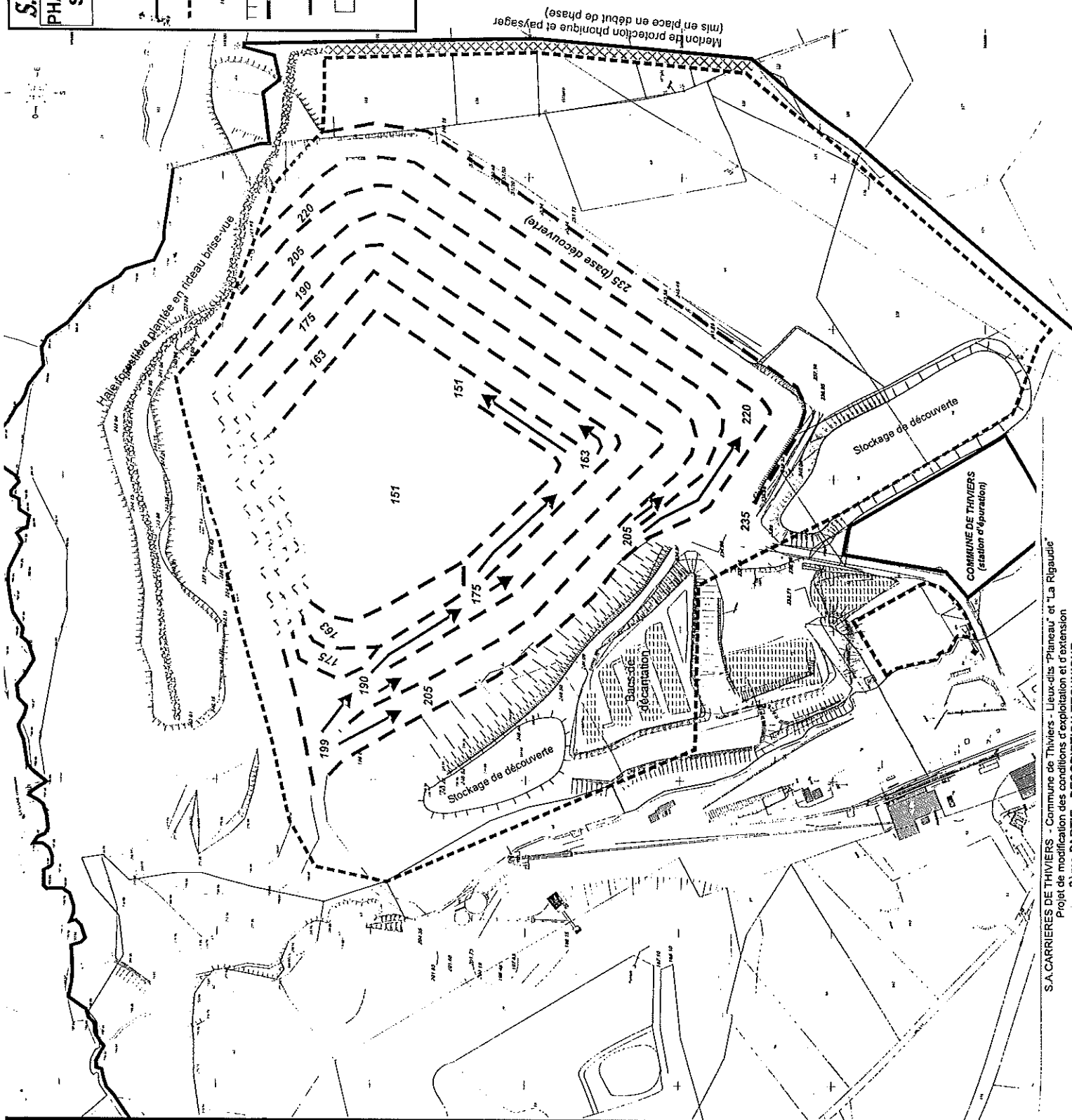
**PHASAGE DE L'EXTRACTION DE LA RIGAUDIE
SITUATION EN FIN DE PHASE 1 (# 2006)**

Echelle : 1 / 2 500

50 m

- Limite de l'emprise totale actuelle du site (extractions-installations-infrastructures)
- - - Limite de l'extension sollicitée
- 11111 Cotes NGF
- ↑ Fronts de taille
- ↑ Accès engins
- ▭ Parties de front de taille ou de carreau remis en état

FIGURE 12 B



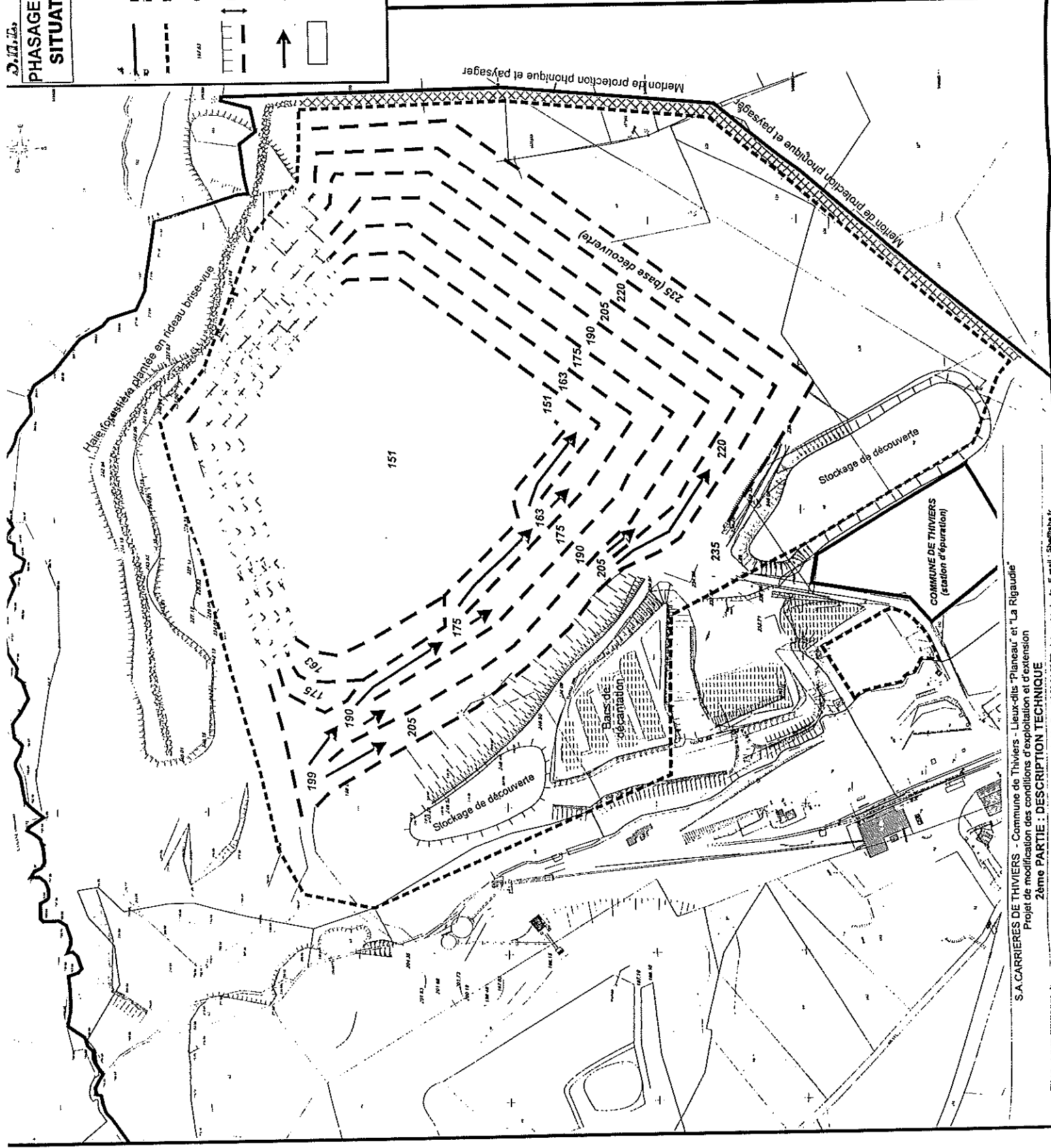
**PHASAGE DE L'EXTRACTION DE LA RIGAUDIE:
SITUATION EN FIN DE PHASE 2 (# 2017)**

Échelle : 1 / 2 500

50 m

- Limite de l'emprise totale actuelle du site (extractions-installations-
infrastructures)
- - - Limite de la surface exploitable
- NGF
- Fronts de taille
- ↑ Accès engins
- ▭ Parties de front de taille ou de carreau remis en état

FIGURE 12 C



S.H.E.

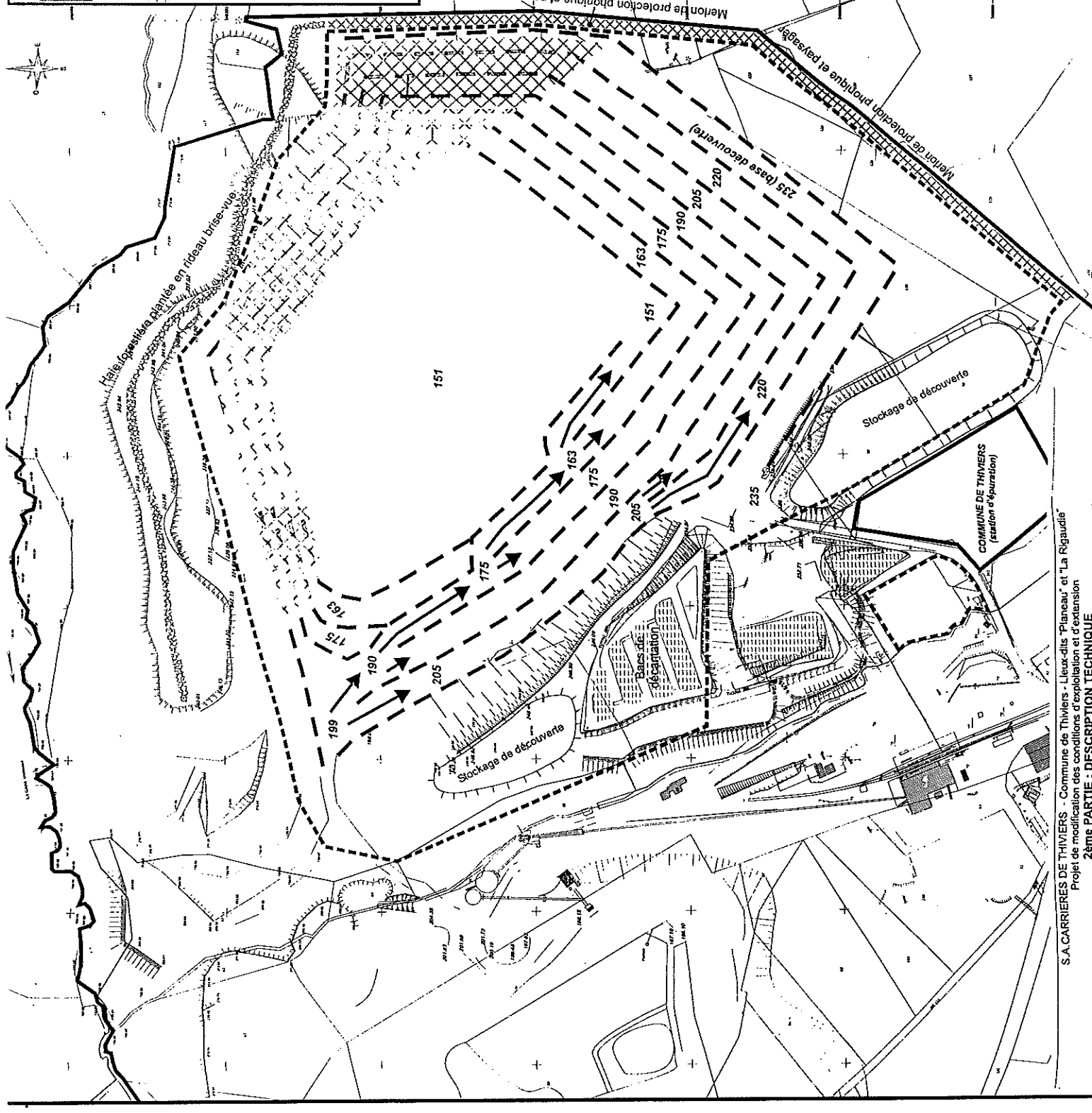
**PHASAGE DE L'EXTRACTION DE LA RIGAUDIE:
SITUATION EN FIN DE PHASE 3 (# 2016)**

Echelle : 1 / 2 500

50 m

- Limite de l'emprise totale actuelle du site (extractions-installations infrastructures)
- - - Limite de la surface exploitable
- 11111 Cotes NGF
- Fronts de taille
- ↑ Accès engins
- ▭ Parties de front de taille ou de carreau remis en état

FIGURE 12 D



**PHASAGE DE L'EXTRACTION DE LA RIGAUDIE:
SITUATION EN FIN DE PHASE 4 (# 2021)**

Echelle : 1 / 2 500



Limite de l'emprise totale actuelle du site (extractions-installations-
infrastructures)

Limite de la surface exploitable

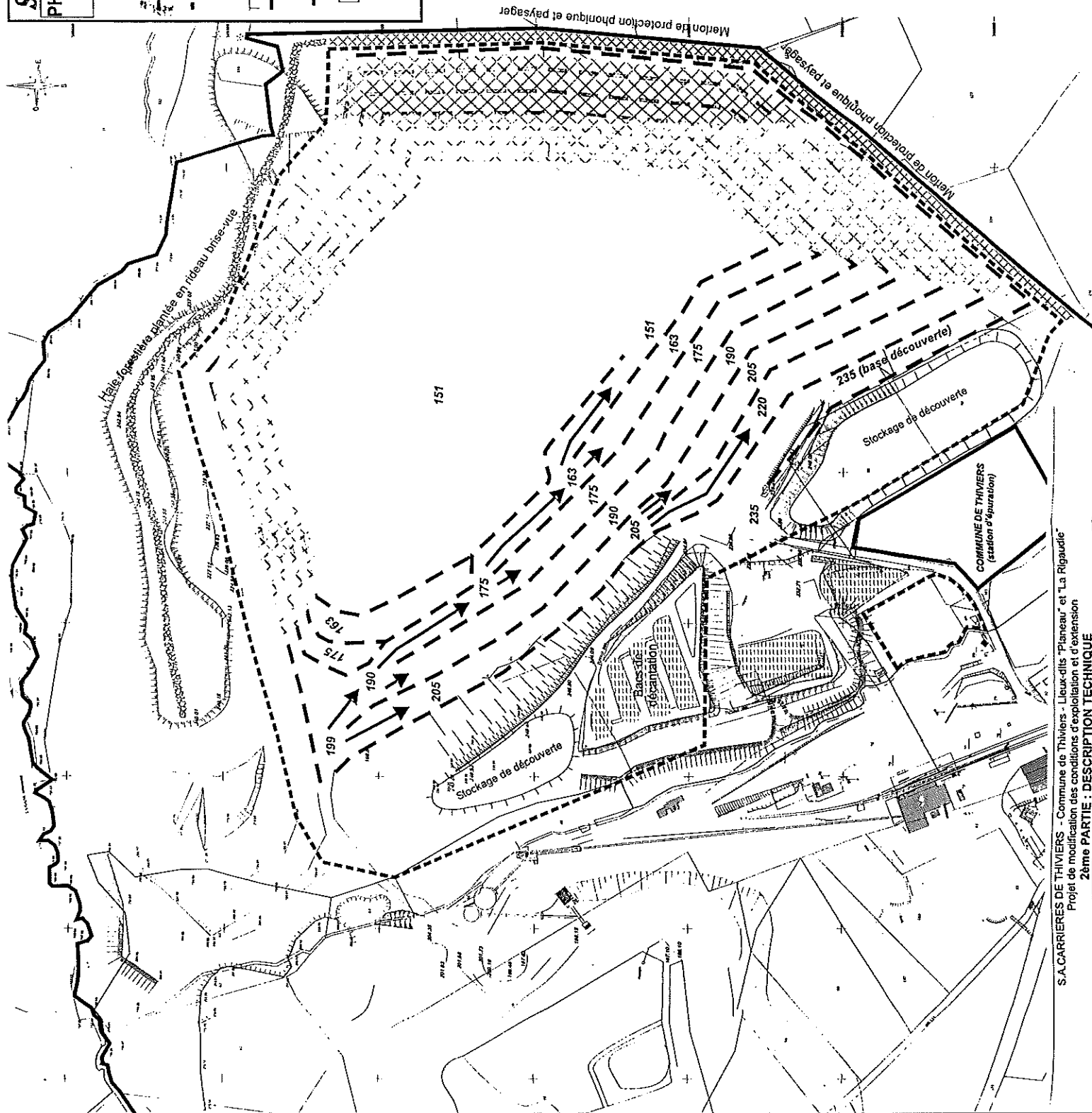
Cotes NGF

Fronts de taille

Accès engins

Parties de front de taille ou de carreau remis en état

FIGURE 12 E



PHASAGE DE L'EXTRACTION DE LA RIGAUDIE SITUATION EN FIN DE PHASE 5 (# 2026)

Echelle : 1 / 2 500



--- Limite de l'emprise totale actuelle du site (extractions-installations infrastructures)

- - - Limite de la surface exploitable

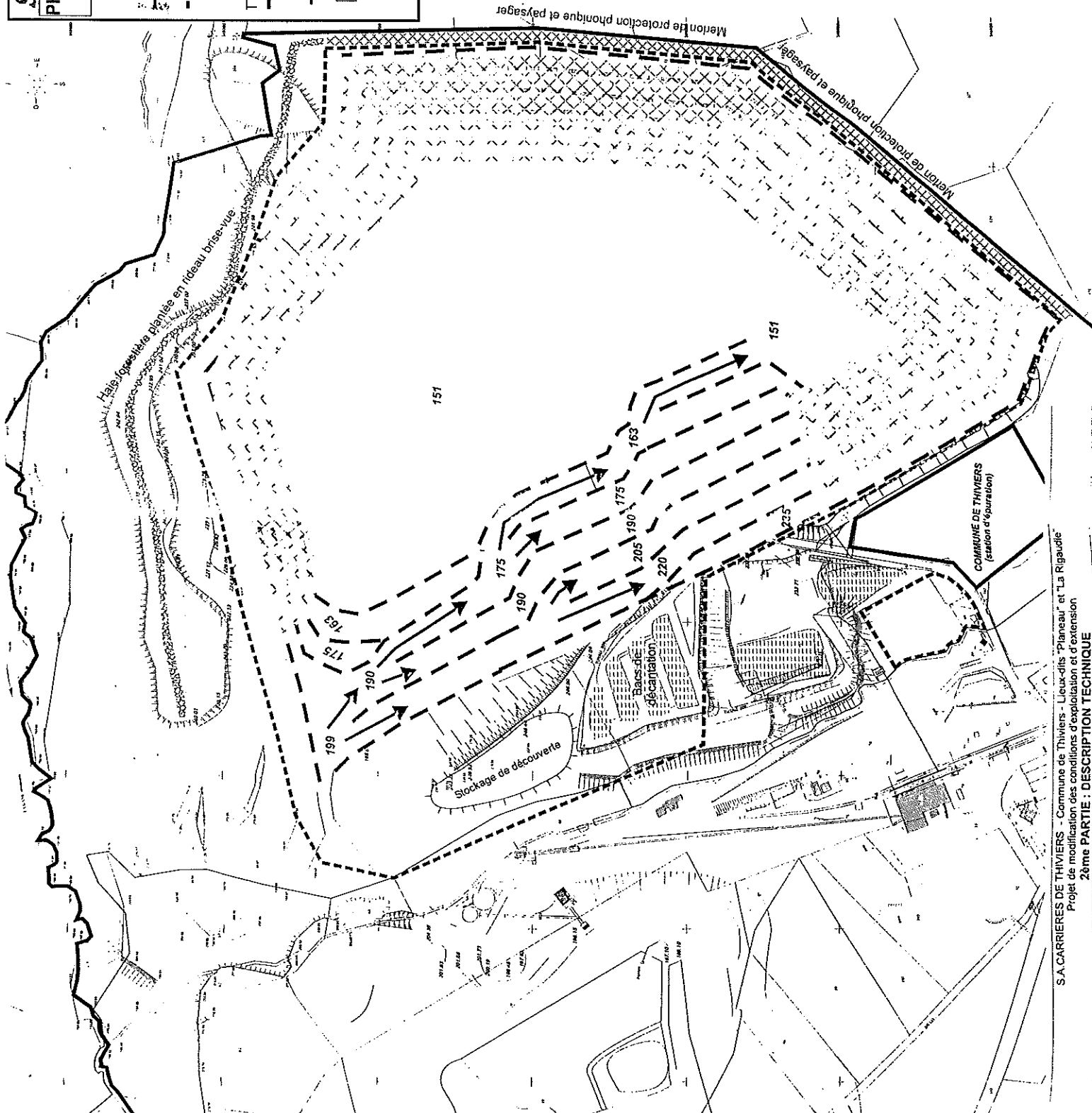
--- Cotes NGF

--- Frontis de taille

↑ Accès engins

□ Parties de front de taille ou de carreau remis en état

FIGURE 12 F





**PHASAGE DE L'EXTRACTION DE LA RIGAUDIE:
SITUATION EN FIN DE PHASE 6 (# 2037)**
(avant travaux de remise en état finale)

Echelle : 1 / 2 500



- Limite de l'emprise totale actuelle du site (extractions-installations infrastructures)
- - - Limite de la surface exploitable
- Cotes NGF
- Fronts de taille
- ↑ Accès engins
- ▭ Parties de front de taille ou de carreau remis en état

FIGURE 12 G

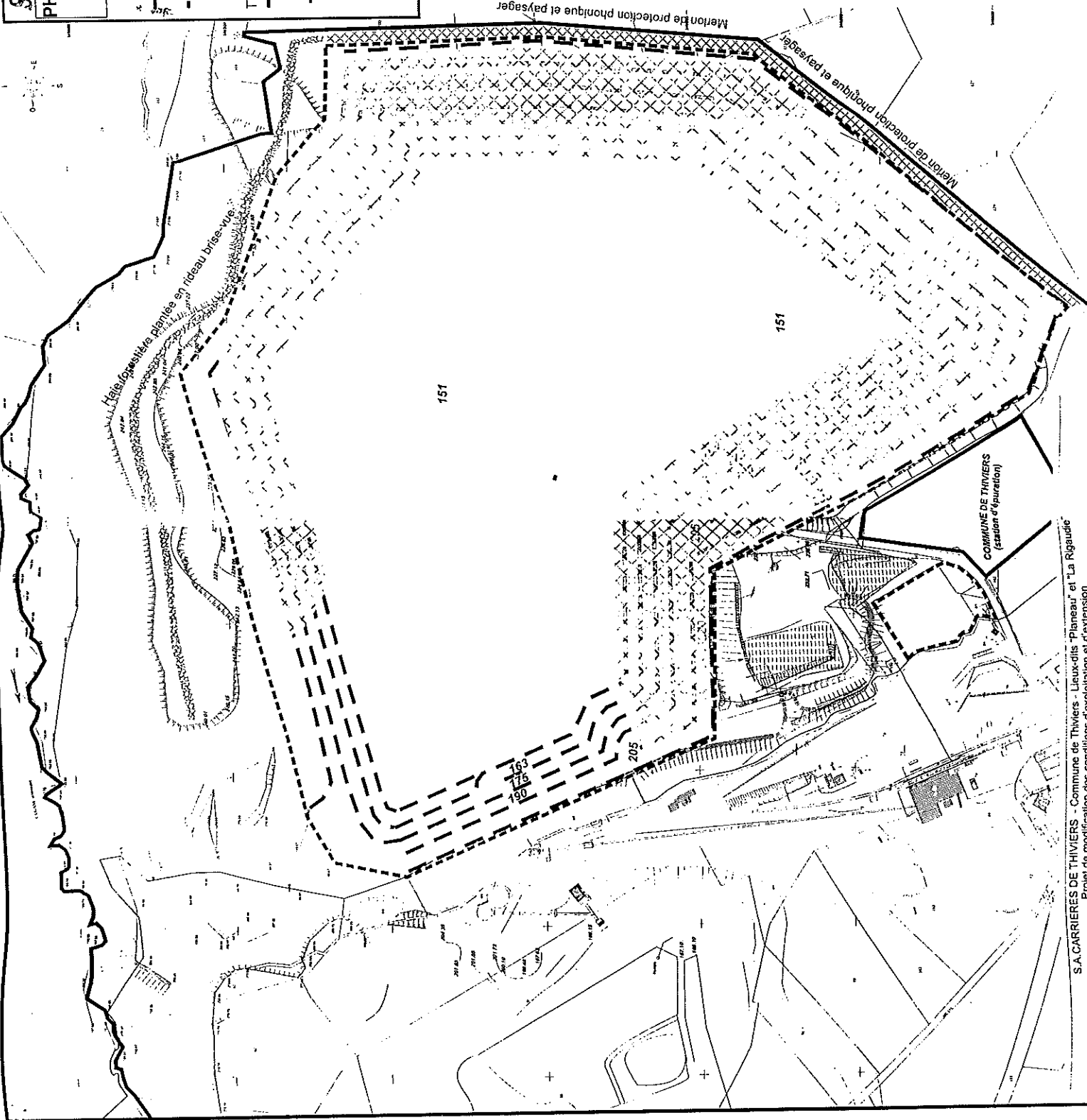
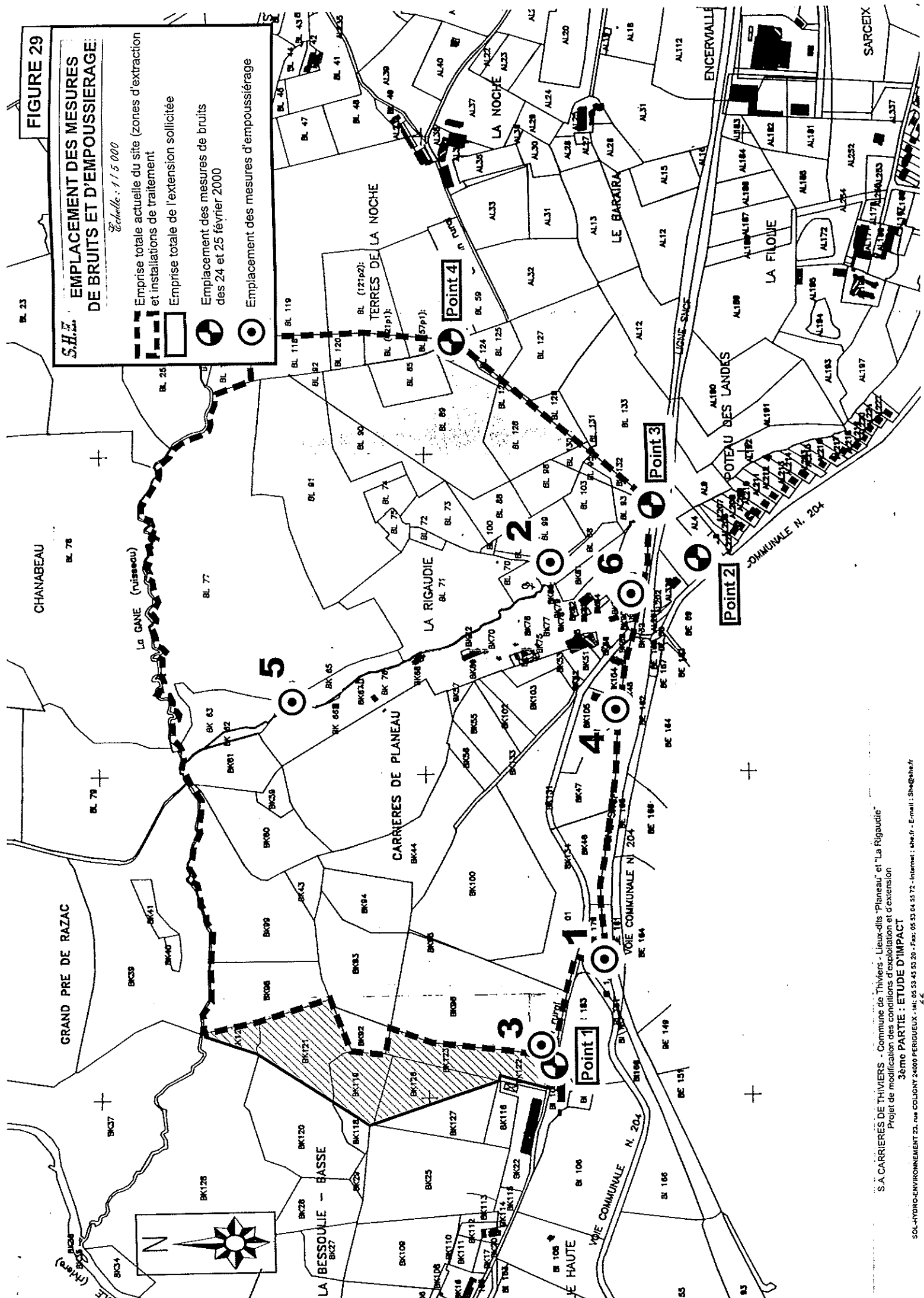


FIGURE 29

EMPLACEMENT DES MESURES DE BRUITS ET D'EMPOUSSIERAGE

Echelle : 1 / 5 000

- Emprise totale actuelle du site (zones d'extraction et installations de traitement)
- Emprise totale de l'extension sollicitée
- Emplacement des mesures de bruits des 24 et 25 février 2000
- Emplacement des mesures d'empoussierage



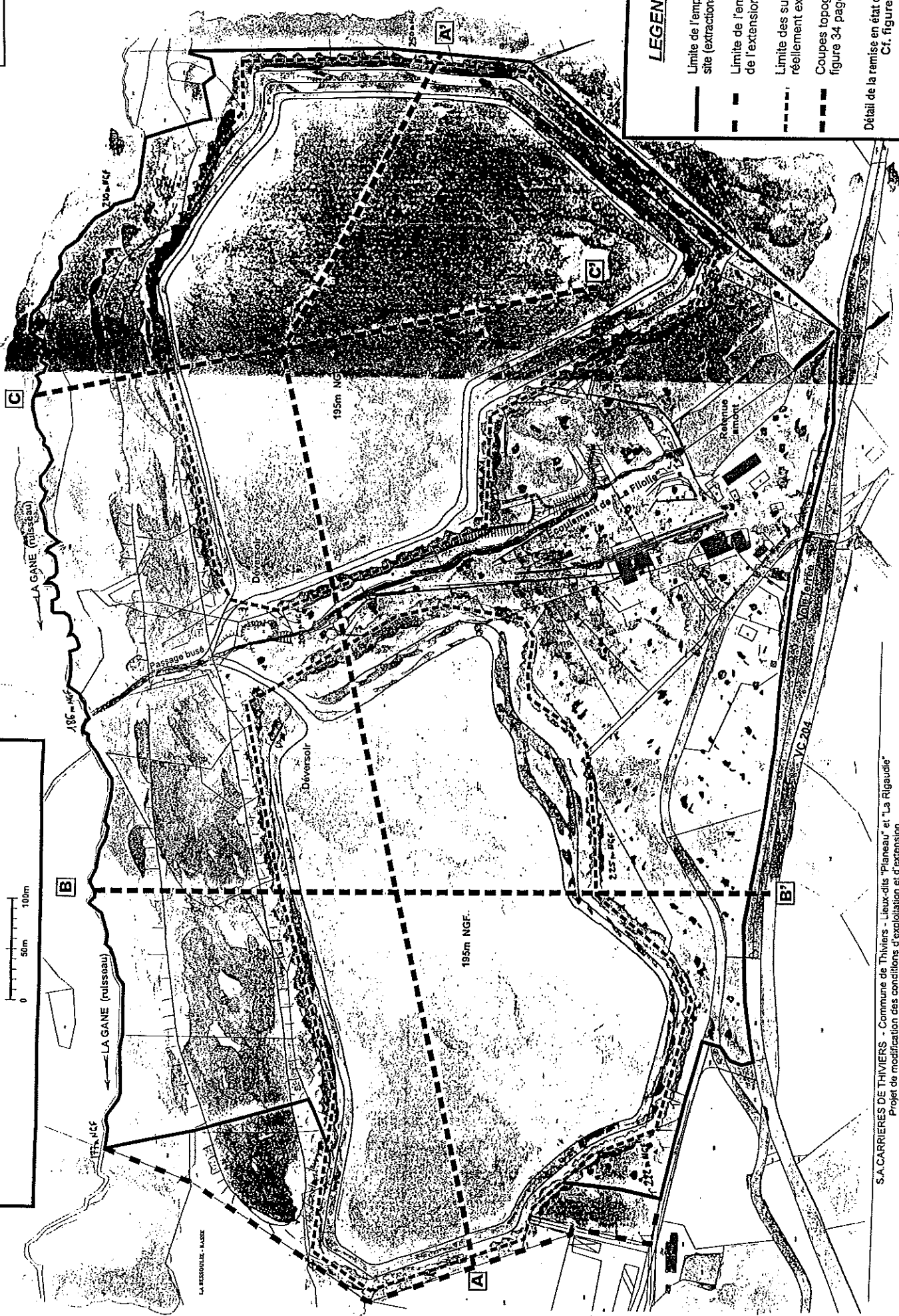
S.H.E.

PLAN DE REMISE EN ETAT FINALE

Echelle : 1 / 3 500



FIGURE 33



LEGENDE

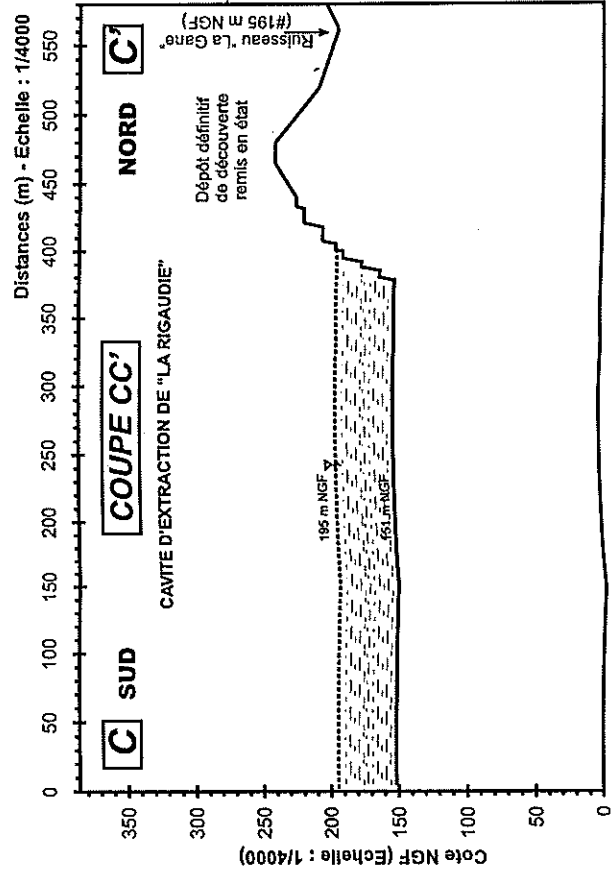
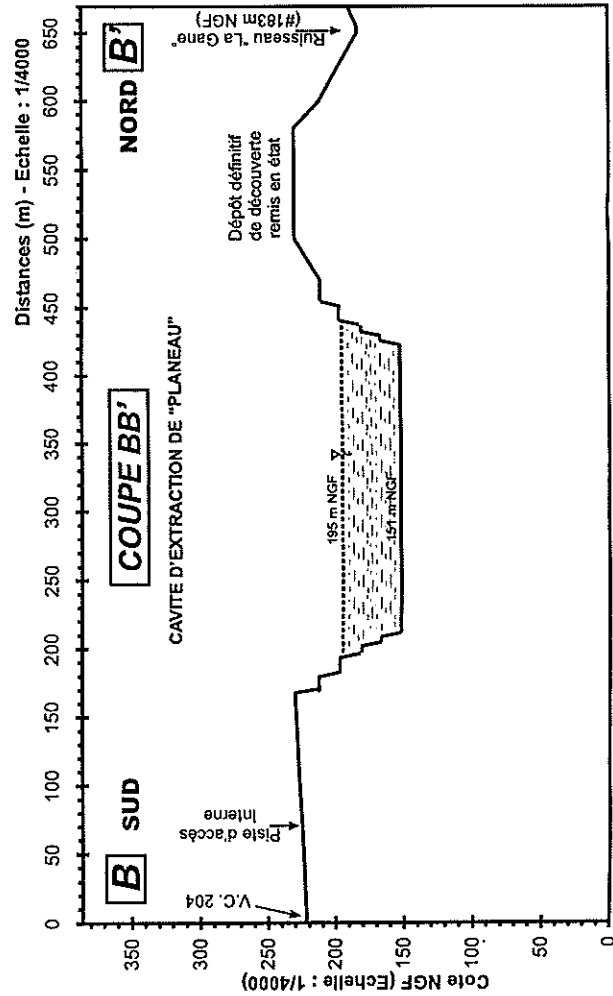
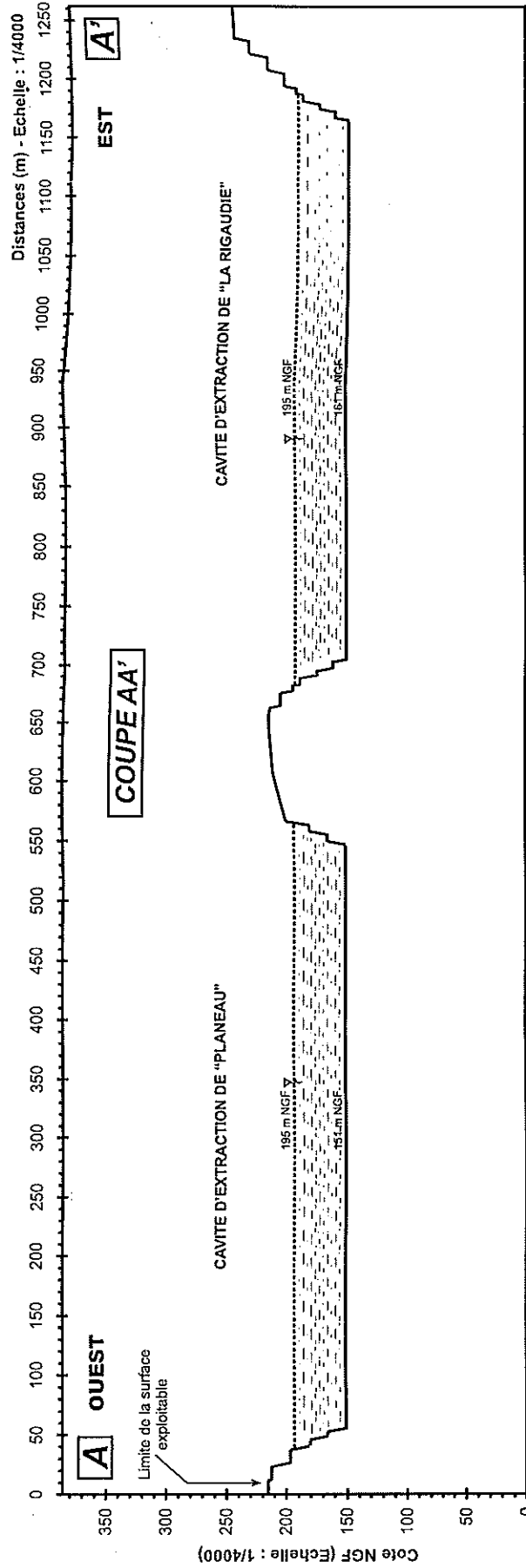
- Limite de l'emprise totale du site (extractions et infrastructures)
- - - Limite de l'emprise totale de l'extension sollicitée
- · - · Limite des surface rééquilibrées exploitables
- · - · Coupes topographiques figure 34 page suivante

Détail de la remise en état des fronts de taille :
Cf. figure 35

COUPES TOPOGRAPHIQUES SCHEMATIQUES DE LA REMISE EN ETAT DU SITE

(Tracés : cf. fig. 33 page précédente)

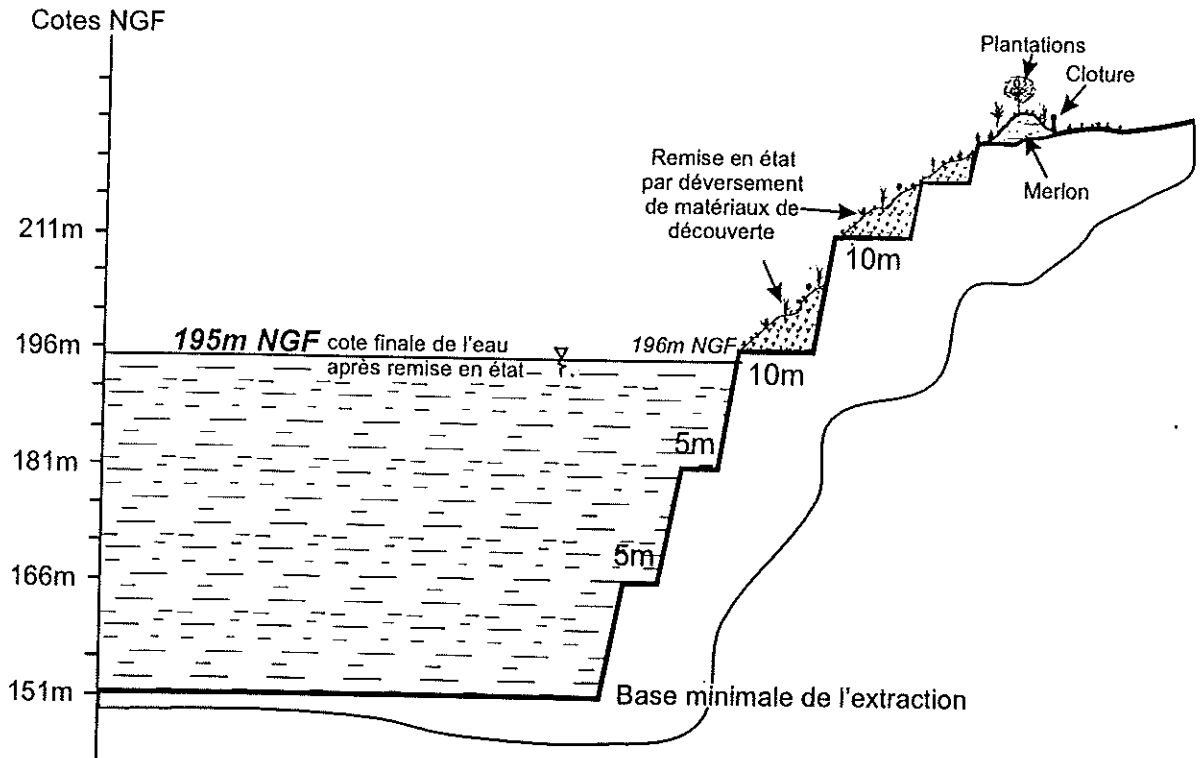
FIGURE 34



COUPES SCHEMATIQUES DE LA REMISE EN ETAT DES FRONTS DE TAILLE

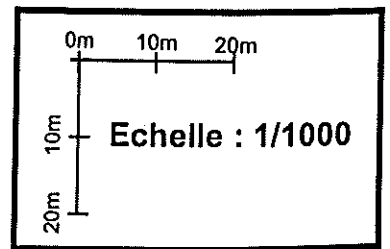
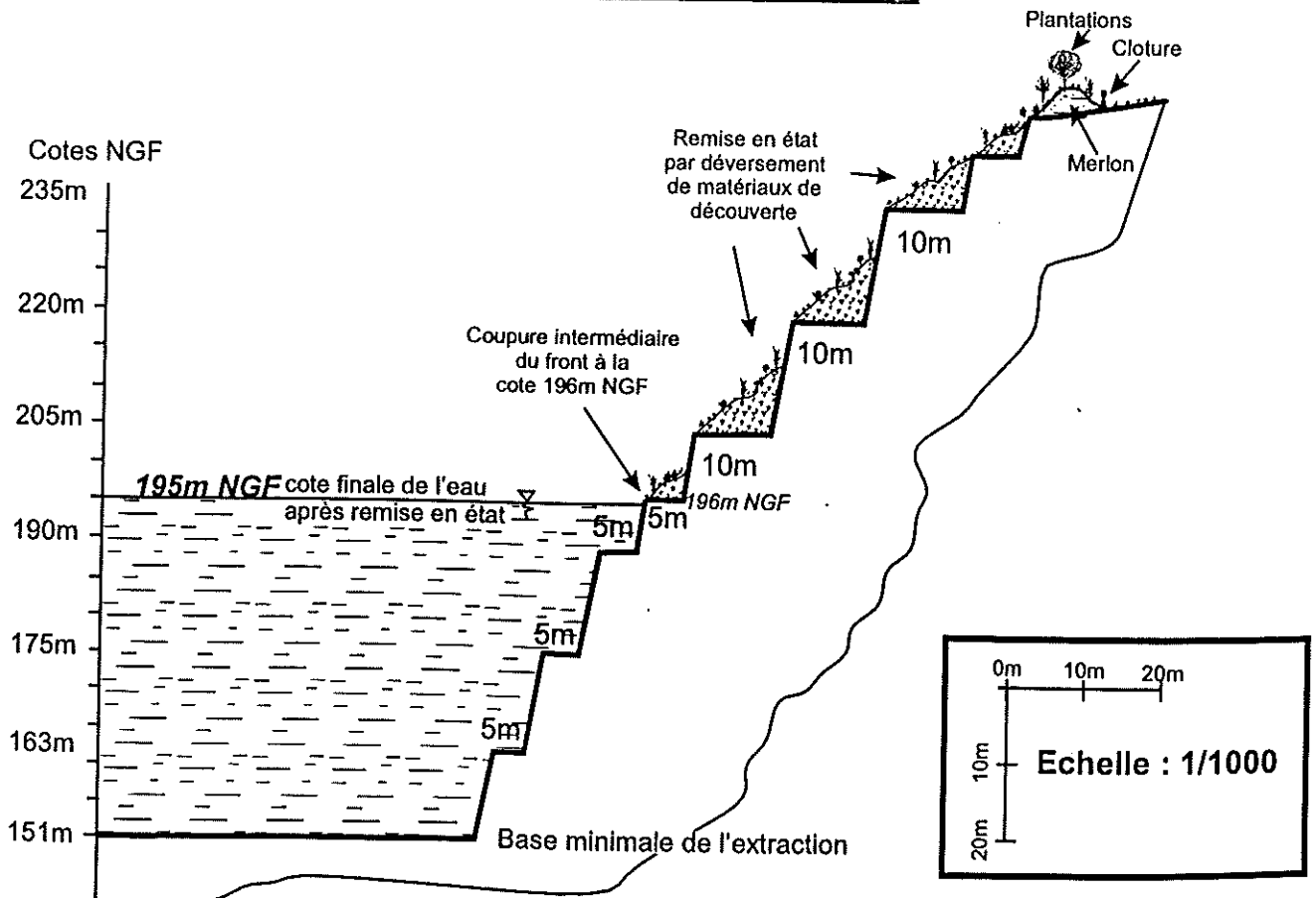
FIGURE 35

EXTRACTION DE PLANEAU



EN FIN D'EXPLOITATION

EXTRACTION DE LA RIGAUDIE



S.A.CARRIERES DE THIVIERS - Commune de Thiviers - Lieux-dits "Planeau" et "La Rigaudie"
Projet de modification des conditions d'exploitation et d'extension
3ème PARTIE : ETUDE D'IMPACT

